



A.G.A-PL.FRANCE

**FLASH
SPÉCIAL DU
11 FÉVRIER
2022**

INFO PRATIQUE INFO PRATIQUE

PRIME INFLATION :

**est-elle exonérée
d'impôt et de
charges sociales,
comment la
comptabiliser ?**

L'essentiel

- *Instaurée par la deuxième loi de finances rectificative pour 2021, l'indemnité inflation est apparue sur les fiches de paie du mois de décembre 2021 (et au plus tard de janvier 2022) de nombreux salariés. Et fait d'importance, les professionnels libéraux (et au sens large tous les travailleurs indépendants) ont pu aussi la toucher dès lors qu'ils remplissaient les conditions pour en bénéficier.*
- *Dans le premier cas, il ne s'agit pas d'une charge pour l'employeur et il n'y a donc pas lieu d'utiliser un compte de classe 6. C'est ce qu'indique une recommandation du Conseil supérieur de l'ordre des experts-comptables qui propose de comptabiliser cette somme au débit d'un compte de créance à l'égard de l'État (compte de classe 4) et au crédit d'un compte de rémunérations dues au personnel.*
- *Dans la seconde situation, l'opération ne concerne pas l'entreprise ou le cabinet, elle n'impacte pas son compte de résultat et doit être regardée comme une opération personnelle.*
- *Pour rappel, la prime inflation n'est pas soumise à l'impôt sur le revenu ni assujettie aux cotisations et contributions sociales.*

Prime inflation : comptabilisation et traitements fiscal et social

Pour faire face aux conséquences de l'inflation liée à la hausse des prix du carburant et de l'énergie, les pouvoirs publics ont décidé d'octroyer aux Français une « indemnité inflation » correspondant à une aide exceptionnelle d'un montant de cent euros. Cette somme est versée en une seule fois aux trente-huit millions de bénéficiaires résidant en France et remplissant les critères d'éligibilité.

■ Un public très large

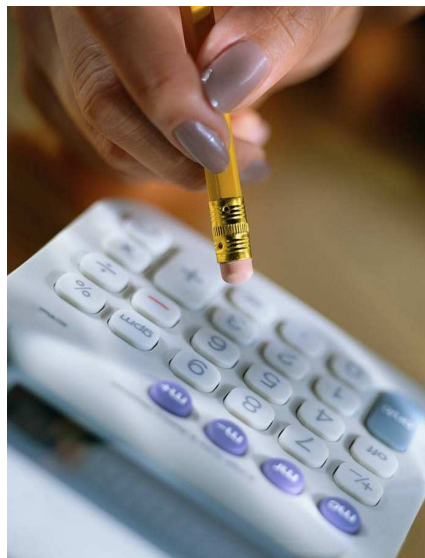
Le champ des bénéficiaires est large dans la mesure où cette prime concerne les salariés, les travailleurs indépendants (y compris les micro-entrepreneurs), les retraités, les bénéficiaires de revenus de remplacement, les allocataires de prestations sociales, ainsi que certains étudiants.

Les bénéficiaires doivent remplir certaines conditions cumulatives, notamment un montant de revenus à ne pas dépasser. **La prime inflation n'est pas soumise à l'impôt sur le revenu ni assujettie aux cotisations et contributions sociales.**

■ Une double situation

Un chef d'entreprise peut dès lors être doublement concerné par cette indemnité exceptionnelle :

- en tant qu'employeur, étant donné que c'est lui qui doit verser la prime à ses salariés bénéficiaires (voir volet 1),
- en tant que particulier, en percevant directement sur son compte bancaire la prime versée par l'URSSAF (se reporter au volet 2).



Nous présentons ces deux cas de figure auxquels vous pouvez être confrontés.

1 La prime versée par l'employeur à ses salariés

Selon le Conseil supérieur de l'ordre des experts-comptables (CSOEC), l'indemnité inflation étant à la charge de l'État et faisant l'objet d'un remboursement intégral de la part de l'Urssaf, l'entreprise versante doit être considérée comme réalisant les opérations pour le compte de l'État en qualité de mandataire. À ce titre, la prime doit être comptabilisée dans un compte de tiers, sans affecter le compte de résultat :

IMPORTANT

■ **Le compte de résultat de l'entreprise ou du cabinet n'est donc pas impacté, ce qui est logique puisque la prime inflation est exonérée d'impôt sur le revenu, de cotisations sociales et de contributions sociales (CSG-CRDS).**

- au débit, dans un compte de créance à l'égard de l'État (compte de classe 4) ;
- au crédit, dans le compte des rémunérations dues au personnel (compte de classe 4).

Les sommes versées par l'employeur font ensuite l'objet d'un remboursement intégral :

- soit par imputation de son montant sur les cotisations sociales dues à l'Urssaf, dès l'échéance de paiement la plus proche ;
- soit, en cas de montant d'indemnité excédant le montant des cotisations dues, par remboursement en numéraire de l'Urssaf.

2

La prime perçue par le dirigeant pour son propre compte

La règle est la même dans les comptes d'une entreprise individuelle, étant donné que l'indemnité inflation est perçue à titre personnel. C'était d'ailleurs le cas, rappelons-le, pour l'aide versée par le CPSTI (Conseil de la protection sociale des travailleurs indépendants) : il s'agissait d'une aide à destination du cotisant, non de l'entreprise.

Contrairement au fonds de solidarité, la prime inflation n'est pas une subvention (compte 74). Elle devrait normalement être comptabilisée au crédit du compte 108 (entreprise individuelle) ou 455 (société de personnes) au moment de son versement, sans impacter le compte de résultat.

Pour rappel, l'indemnité a été versée, en principe, automatiquement par l'URSSAF aux travailleurs indépendants non agricoles dès le mois de décembre 2021, sous réserve du respect de certaines conditions, notamment de revenus.

Pour les travailleurs indépendants, cette indemnité inflation est également exonérée sur les plans fiscal et social. ■

